

La Belgique peut-elle économiser 13 milliards dans la Sécu ?

BUDGET Alors que la suédoise tente de chiffrer l'effort requis cette année, le FMI passe au tamis les dépenses publiques

Rendre les dépenses publiques plus efficaces afin de pouvoir les réduire, tel est le conseil du FMI. Et les économies pourraient être substantielles, surtout dans la Sécu, explique un récent rapport du Fonds monétaire international (FMI).

Le FMI ne met pas de gants : l'objectif de réduction des dépenses que s'est fixé la suédoise (faire baisser le ratio de 55 à 51 % du PIB d'ici à 2018) sera très difficile à atteindre dans la conjoncture actuelle, où la croissance est modeste et l'inflation basse.

Geler certaines dépenses et essayer de garder les autres sous contrôle ne suffit pas. Il faut tailler dans le gras et faire mieux (ou aussi bien) avec moins.

Les dépenses sociales pèsent, chez nous, 25,3 % du PIB – un peu moins que la France (26,2 %), mais sensiblement plus que l'Allemagne (23,7 %) et les Pays-Bas (22,1 %).

Sans doute le staff du FMI reconnaît-il que la Belgique se classe à la deuxième place des pays les moins inégalitaires en Europe. Mais en termes relatifs, l'effet redistributif des dépenses sociales est parmi les plus faibles ; et le risque de pauvreté plus élevé que chez nos trois voisins.

Pour les experts du Fonds, la Sécu est donc le secteur par excellence où l'on pourrait gagner en efficacité. « Si la Belgique pouvait accroître le pouvoir redistributif des dépenses sociales pour le faire tendre vers la moyenne (pondérée) européenne, elle pourrait réaliser une même ré-

duction de l'inégalité qu'aujourd'hui en dépensant 3,25 points de pourcentage de PIB en moins. » Soit 13 milliards d'euros de dépenses en moins chaque année.

Comment le FMI arrive à ce chiffre, on n'en sait rien. En revanche, le Fonds in-

siste sur ce qui constitue, selon lui, le principal défaut de notre Sécu : seules 5 % des dépenses sociales sont soumises à des conditions de revenus – contre 11 % en France, 12 % en Allemagne et 15 % aux Pays-Bas. Il y aurait donc « de la marge pour améliorer le ciblage des filets de sécurité. »

Dégraissier l'administration

Autre cible du FMI : les fonctionnaires. Comparativement aux autres pays européens, la masse salariale pèse lourd dans les finances publiques. Pas parce que nos fonctionnaires seraient particulièrement bien payés, mais parce qu'ils

sont plus nombreux. Réduire les effectifs est donc la bonne décision ; et il faut

« amplifier » l'effort.

Si la masse salariale pèse également très lourd dans les dépenses d'enseignement, le FMI est plus prudent. Il cite la décision de la Communauté flamande de limiter la

hausse des effectifs des professeurs, sans se mouiller, et conseille de « faire un meilleur usage des ressources (...) peut-être en rationalisant le réseau scolaire » – ce qui ne mange pas de pain.

Idem pour les soins de santé : contrôler l'évolution des dépenses de santé ne suffit pas ; des mesures plus structurelles sont nécessaires, estime le FMI citant, notamment, un recours plus important aux médicaments génériques ou encore un frein aux traitements jugés non essentiels. Côté retraites, le Fonds conseille de continuer à durcir les conditions de prépension. Rien de bien neuf.

En revanche, on notera que, le tax shift aidant, la Belgique doit songer à réduire les subsides aux entreprises, dont une part significative vise à réduire les coûts salariaux.

On l'aura compris : le gros des économies, pour le Fonds, serait à chercher dans les dépenses sociales. La logique budgétaire est peut-être imparable ; mais la conjoncture économique peu porteuse limite drastiquement les marges de manœuvre. Couper dans les dépenses sociales, c'est amputer d'autant le revenu disponible des ménages, dont la consommation constitue, pour le moment, le principal soutien d'une modeste croissance. ■

DOMINIQUE BERNIS

ajustement La coalition planche sur l'ampleur

Le conseil des ministres restreint s'est à nouveau réuni mercredi soir dans le cadre du contrôle budgétaire, afin de « stabiliser » le montant de l'effort à réaliser cette année.

Lors du « kern » de lundi soir, l'ajustement avait été réduit à 1,3 ou 1,4 milliard d'euros (nos éditions précédentes). La suédoise a en effet revu – à la baisse – les estimations du comité de monitoring, qui jugeait nécessaire un effort de 2,2 milliards (pour respecter les règles européennes), ou de 3,2 milliards (pour respecter l'objectif, plus am-

bitieux, que s'est fixé la coalition).

Travaillant au départ du scénario le plus modeste, la suédoise a réussi à réduire l'ardoise. Pour partie, en soustrayant 400 millions (voire 450 ou 500) de dépenses liées aux mesures de sécurité liées à la lutte contre le terrorisme – espérant que la Commission accepte de les considérer comme « exceptionnelles ». Et 50 millions de dépenses supplémentaires liées à la crise des migrants.

Pour partie, en réintégrant dans l'équation des recettes ou des économies dont le comité de monitoring n'avait pas voulu tenir compte, les jugeant trop incertaines : 100 millions pour le « redesign » de l'administra-

tion, 250 millions de recettes attendues de la nouvelle réglementation des sociétés d'investissement immobilières (SIR), 100 millions d'économies dans les dépenses sociales, et deux fois 50 millions recettes attendues des taxes Diamant et Caïman.

Mais certaines enveloppes restaient des « boîtes vides », notamment le « redesign » ou les économies dans la Sécu ; et tous les partenaires de la coalition n'étaient pas convaincus du rendement espéré de certaines mesures. Les groupes de travail ont à nouveau planché mardi et mercredi.

Hier soir, le « kern » a passé en revue les différentes mesures et les impacts budgétaires attendus, mais sans conclure

sur le montant définitif de l'effort à réaliser. De nouvelles réunions des groupes de travail se tiendront jeudi et vendredi, alors que le Premier ministre participera au sommet européen. Le « kern » reprendra ensuite ses travaux budgétaires. Ce ne sera vraisemblablement pas avant ce week-end. ■

D.B.